



Groupe de travail Barèmes intra 2019

DECLARATION DU SNES-FSU

Jeudi dernier, près d'un tiers de nos collègues ont répondu à l'appel intersyndical à la grève pour exprimer leur opposition aux projets de loi sur la modernisation de la fonction publique et sur l'école de la confiance. Cette mobilisation s'inscrit sur le fond d'un mouvement social, rampant mais profond et qui remet en cause depuis plusieurs mois les orientations politiques néfastes de ce gouvernement.

Car oui, ce sont bien les mêmes causes qui produisent les mêmes effets. Le Ministre Blanquer que l'on nous a vendu comme le « super techno » de l'Education, est porteur du même projet idéologique libéral que le président et ses réformes ont au moins le mérite de cette cohérence. Alors que montent les inégalités sociales, le président et son ministre de l'Education Nationale font le choix d'un système éducatif libéral, qui donnera plus aux couches sociales les plus favorisées et qui sacrifiera les classes populaires. La réforme du bac - 3 / bac + 3 (réforme du lycée, réforme du bac, parcoursup) est en effet profondément inégalitaire et ségrégative.

L'actualité sociale montre que cette politique libérale a son versant autoritaire. Le gouvernement sait bien que nos collègues ne peuvent adhérer à un tel programme et il voudrait les mettre au pas. Quand notre ministre appelle, je cite, « à laisser libre cours à la déconcentration managériale », il s'apprête à donner aux supérieurs hiérarchiques locaux les leviers du recrutement, de l'affectation, de l'avancement, de la promotion, et même de la sanction. Ce qu'il vise c'est à asservir le fonctionnaire, à le placer sous la coupe de petits chefs, là où le statut de 1983, confirmé en 2009 sous Nicolas Sarkozy, consacre "le fonctionnaire citoyen". C'est évidemment aussi tout le sens de l'article 1 de la loi sur l'Ecole de la Confiance qui voudrait limiter notre liberté d'expression. Et c'est aussi ce que consacre la réforme de la Fonction Publique qui prend le contre-pied de 50 ans de progrès social. Elle dépouille les fonctionnaires des garanties concédées en contrepartie des contraintes spécifiques du statut. Même sous le statut de 1941, Vichy garantissait aux fonctionnaires un droit de regard en commission administrative paritaire sur l'avancement et les promotions, droit de regard que le projet Dussopt supprime !

Le SNES-FSU est déterminé à organiser la mise en échec de cette politique libérale et autoritaire et nous appelons à amplifier les mobilisations contre ces réformes, sans céder aux intimidations.

Concernant les questions spécifiques à ce groupe de travail, nous tenons à remercier les services pour leur disponibilité et pour leurs réponses rapides apportées lors de nos échanges préparatoires à ce GT. Permettez-nous d'y voir un signe de l'efficacité du paritarisme dans l'intérêt de l'ensemble des collègues, et la légitimité de notre revendication à le maintenir et même à l'améliorer.